

INTRODUCTION

Depuis 1990, le Bénin a opté pour le libéralisme économique. Mais, 23 ans après, le pays demeure un des plus pauvres de la planète avec un secteur privé embryonnaire et une prééminence du secteur informel. L'économie reste largement unijambiste avec une forte concentration des efforts du gouvernement sur la filière coton toujours moribonde.

Depuis 2012, le Bénin a renoué avec une croissance établie à 5,4% selon les statistiques officielles rendues publique par le Ministère de l'Economie et des Finances en mars 2013. Cela fait suite à une décennie au cours de laquelle, la croissance économique a oscillé autour de 4% depuis 2000.

A travers divers documents de politique économique, le Bénin se réclame être un pays agricole qui ambitionne, de par sa position géographique, de devenir un «hub régional de négoce et de services à valeur ajoutée». Pour l'instant, la réalité est encore loin de ces rêves. Les infrastructures de base (énergie, transports, télécommunications, etc.) et les politiques nécessaires pour accompagner la concrétisation de telles ambitions restent encore très embryonnaires et souvent en parfaite inadéquation par rapport aux ambitions affichées.

Même si le futur désiré tel que décrit dans la vision Bénin Alafia 2025 continue d'être pertinent, les chemins envisagés pour y parvenir méritent une recontextualisation au regard des nouveaux enjeux et défis susceptibles d'influencer durablement la transformation de l'économie. Les multiples crises qui secouent la gouvernance économique mondiale invitent les décideurs politiques et tous les acteurs à des réflexions stratégiques continues sur le rôle de l'Etat et l'utilisation judicieuse des instruments de politique économique.

La gouvernance économique de marché au cœur de la transformation économique. Mais le marché est de plus en plus imparfaitement concurrentiel. Il revient à l'Etat le soin d'anticiper et de corriger les dérives du marché, de veiller au partage équitable des ressources nationales et partant de garantir la justice sociale, sans laquelle aucune société ne saurait être viable en ce début du 3^{ème} millénaire. Les questions du chômage et du sous-emploi demeurent des préoccupations majeures au niveau national et international. Au Bénin, le gouvernement a marqué son engagement pour relever le défi de la création d'emplois décents et durables pour le plus grand nombre de ceux qui arrivent sur le marché du travail. Pour ce faire, beaucoup de réformes ont été mises en place.

Malgré ces multiples réformes opérées grâce à l'appui du Fonds Monétaire International (FMI) à travers les Facultés d'Ajustement Structurelles Renforcées (FASR) et de la Banque

Mondiale (BM) à travers des Crédits d'Ajustement Structurels (CAS), les pays d'Afrique subsaharienne sont loin d'avoir résolu les problèmes économiques et on parle dans la littérature économique de tragédie africaine ou de la marginalisation de l'Afrique.

Le Bénin à l'instar des autres pays de la sous-région a traversé au cours des années 80 une crise économique et financière caractérisée par une baisse de la croissance, un déficit chronique des finances publiques, un faible taux d'investissement et une perte de la compétitivité. Cette situation a contraint l'Etat à mettre en œuvre dès 1989 un programme de restructuration économique. Un bref aperçu de l'application des différents Programmes d'Ajustements Structurels (PAS) recommandés au Bénin et mettant l'accent entre autre sur la privatisation des entreprises d'Etat, fait apparaître des résultats peu favorables. Ainsi l'indice de pauvreté s'est accru passant de 28,5% en 2002 à 36,5% en 2006 (in SCRP) et le taux d'investissement demeure à environ 17%, taux insuffisant pour réaliser une croissance forte et durable, et largement inférieur aux 30% réalisés par les pays enregistrant des taux de croissance à deux chiffres.

Conscient de cette mauvaise performance du Bénin et des pays africains en général, il est admis dans le plan du Nouveau Partenariat pour le Développement Economique en Afrique (NEPAD), adopté en 2001, que la réduction de la pauvreté exige une augmentation soutenue du taux de croissance économique qui devrait atteindre un minimum de 7,2% par an. C'est dans cette même lancée que l'insuffisance des investissements privés a été identifiée comme l'un des obstacles clés au développement de l'Afrique et il fût alors conçu un programme prioritaire d'investissement afin de réduire le gap entre l'Afrique et les pays développés.

En dépit des résultats obtenus, la croissance économique se révèle insuffisante et il apparaît de toute évidence que l'économie du Bénin demeure fragile. Avec ce constat, la question essentielle qu'il convient de poser est celle-ci : La croissance économique est-elle possible en absence de l'initiative privée ? La fonction de production traditionnelle est l'outil d'analyse économique qui fournit la réponse à cette question. En effet, grâce à l'école néoclassique et la théorie keynésienne, on sait que l'investissement privé est un facteur important pour la croissance économique. En dehors des autres facteurs clés, la croissance économique reste possible à condition que l'investissement privé s'améliore de manière substantielle et compense la chute des autres facteurs. Est-il possible de retrouver cette prédiction théorique dans le cas du Bénin ? C'est ce à quoi va se baser la présente étude. C'est pourquoi son intitulé «**EFFET DE L'INVESTISSEMENT PRIVE SUR LA CROISSANCE ECONOMIQUE AU BENIN** » représente un sujet de pertinence actuelle.

Ainsi le présent travail se fera autour de trois chapitres, le premier chapitre qui fera l'objet de

présentation du cadre institutionnel, le second celui du Cadre théorique et méthodologique de l'étude, qui situera d'abord le problème posé, ensuite présentera une synthèse des différentes conceptions théoriques et empiriques sur la question de l'effet de l'investissement privé sur la croissance économique au Bénin et enfin, exposera la méthodologie adoptée et les sources de données pour mener à bien ce travail. Enfin, le dernier chapitre intitulé « Analyse empirique de l'effet de l'investissement privé sur la croissance économique au Bénin » présentera l'analyse de l'évolution du PIB et de l'Investissement Privé au Bénin ensuite fera la présentation et l'interprétation des résultats obtenus et les recommandations.

CHAPITRE I: CADRE INSTITUTIONNEL

SECTION 1 : PRESENTATION DE LA DIRECTION GENERALE DES AFFAIRES ECONOMIQUES

PARAGRAPHE 1 : LOCALISATION

La DGAE, qui est une structure administrative du ministère de l'économie et des finances, cohabite dans le même immeuble que la direction générale des impôts et des domaines

PARAGRAPHE 2 : ORGANISATION

La DGAE est chargée, entre autres

- ❖ De proposer des mesures de politiques économique et financière à court, moyen et long terme au gouvernement, évaluer leurs effets sur les principales variables macro-économiques et monétaires et suivre leur mise en œuvre;
- ❖ D'élaborer des informations prévisionnelles sur l'évolution économique et financière du Bénin;
- ❖ D'assurer le contrôle de l'Etat sur les opérations d'assurances, sur la promotion du marché national d'assurances et de veiller à la sauvegarde des intérêts des assurés et bénéficiaires de contrat d'assurance;
- ❖ De proposer et suivre l'exécution de la politique d'intégration économique régionale du gouvernement et de veiller à la mise en œuvre des mécanismes de la surveillance multilatérale des politiques économiques dans le cadre de l'intégration régionale;
- ❖ De préparer et conduire en collaboration avec les structures concernées les programmes de suivi, de restructuration ou de privatisation des entreprises semi-publiques ou publiques, de même que les programmes de promotion des investissements privés;
- ❖ De suivre la gestion des entreprises publiques, semi-publiques ou entités assimilées

Elle comprend :

- La Direction de la Prévision et de la Conjoncture(DPC);
- La Direction des Assurances (DA);
- La Direction de l'Intégration Régionale (DIR),
- La Direction de la Gestion et du Contrôle du Portefeuille de l'Etat (DGCPE),
- La Direction de la Promotion Economique (DPE)

- Le Secrétariat Particulier (SP) qui est chargé de l'enregistrement, de la saisie et de l'expédition du courrier confidentiel ainsi que toutes autres tâches qui lui sont confiées par le Directeur Général.
- Le Service Administratif et Financier (SAF) qui s'occupe de la gestion du courrier, du personnel, du matériel et de questions financières de l'ensemble des Directions composant la DGAE.
- Le Service Informatique (SI) qui est chargé du traitement informatique des données, de la production des documents statistiques et de la mise en œuvre de l'exploitation de applications de DGAE; de l'étude, de la conception et de la mise en place des systèmes informatiques de la DGAE. Il travaille en étroite collaboration avec la direction de l'organisation et de l'informatique du ministère dans le cadre de l'étude, de la conception et de la mise en place des systèmes informatiques de la DGAE.
- Le secrétariat permanent du Comité National de Politique Economique (CNPE) qui est chargé du suivi de la collecte, de la centralisation et de la mise en cohérence des données statistiques devant servir dans le cadre de la surveillance multilatérale; d'assurer l'élaboration des rapports périodiques de la surveillance multilatérale; d'assurer l'élaboration des programmes pluriannuels de convergences et de la préparation des réunions du comité et de ses organes.
- La Cellule de Veille Economique et Financière (CVEF) qui a essentiellement pour mission d'analyser des politiques économiques, budgétaires et financières qui sont menées dans les pays de la sous-région; d'examiner l'évolution de l'environnement national, régional et international; de mettre en exergue les menaces stratégiques pour le Bénin; de procéder aux études spécifiques permettant de proposer des mesures ou des actions propres à endiguer ces menaces et enfin d'identifier les opportunités qu'offre l'environnement et proposer des mesures ou actions permettant de les saisir.

SECTION 2 : Présentation de la structure d'accueil:

La Direction de la Prévision et de la conjoncture (DPC) est une division de la Direction Générale des Affaires Economiques (DGAE), une direction technique du Ministère des Finances et l'Economie, qui est chargée de proposer des mesures de politiques économique et financière à court, moyen et long terme au Gouvernement, évaluer leurs effets sur les principales variables macro-économiques et monétaires et suivre leur mise en œuvre.

La Direction de la Prévision et de la conjoncture (DPC) a pour mission de proposer et de mettre en œuvre une stratégie économique nationale, faire le diagnostic régulier de l'économie et d'en déterminer les implications à court, moyen et long termes sur les agrégats macro-économiques et monétaires, d'établir les prévisions financières et les objectifs budgétaires compatibles avec les contraintes économiques et de suivre l'élaboration, l'analyse et la projection de la balance des paiements. Elle comprend trois services :

Le **Service de la Programmation Economique et Financière** chargé de faire les projections économiques à court et moyen termes par l'élaboration du budget de l'Etat, conception de programmes économiques et financiers et l'établissement de la balance des paiements.

Le **Service du Suivi Budgétaire et de l'Analyse Conjoncturelle** chargé de suivre l'activité économique aussi bien nationale qu'internationale et de l'exécution du budget. Plus spécifiquement, il a pour mission l'élaboration périodique du Tableau des Opérations Financières de l'Etat (TOFE) et du Tableau des Opérations de Trésorerie de l'Etat (TOTE), l'évaluation des mesures budgétaires en cours d'exécution, l'élaboration périodique du Tableau de Bord Economique et Financier, la réalisation de notes de conjoncture.

Le Service des Etudes et Statistiques

Il est chargé de la Centralisation des statistiques économiques et financières, et de l'amélioration de la connaissance du fonctionnement de l'économie nationale. Il s'occupe en particulier de la réalisation d'études en vue d'apprécier l'impact des mesures financières sur l'économie, la réalisation d'études sectorielles, la réalisation de travaux de modélisation, la collecte périodique de statistiques financières, la coordination de l'activité statistique au sein du Ministère des Finances et de l'Economie.

SECTION 3 : Déroulement du stage et difficultés rencontrées

PARAGRAPHE 1 : Déroulement du stage

Le stage qui rentre dans le cadre de notre formation s'est déroulé au sein de la Direction Générale des Affaires Economiques (DGAE) et plus précisément à la Direction de la Prévision et de la Conjoncture(DPC) .Notre stage à la DPC s'est effectué du 02 Mai au 02 Aout 2016. Durant ces 12 semaines nous avons eu à prendre part à quelques formations et à participer à certaines activités de la Direction.

PARAGRAPHE 2 : Difficultés rencontrées

Durant tout notre stage, nous avons eu à rencontrer pas mal de difficultés à savoir:

- ❖ Manque de salle aux stagiaires, ce qui ne nous permet pas d'être présents au lieu de stage pendant longtemps afin de participer effectivement aux activités de la Direction;
- ❖ Non accès à l'internet et aux matériels informatique (ordinateur), ce qui empêche d'effectuer les éventuelles recherches en ligne;

CHAPITRE II : CADRE THEORIQUE ET METHODOLOGIQUE DE L'ETUDE

Ce chapitre est subdivisé en deux sections. La première présente le cadre théorique et la deuxième propose la méthodologie de recherche.

SECTION I : CADRE THEORIQUE DE L'ETUDE

Cette section présente dans un premier temps la problématique de l'étude puis les objectifs et hypothèses de recherche dans un second temps.

PARAGRAPHE I : PROBLEMATIQUE, OBJECTIFS ET HYPOTHESES DE RECHERCHE

1-Problématique de l'étude

Une croissance économique vigoureuse et soutenue, alimentée par l'investissement et l'activité entrepreneuriale, est une nécessité pour donner au secteur privé la possibilité de créer davantage d'emplois et faire progresser les revenus des pauvres, et ainsi générer des recettes indispensables pour que les pouvoirs publics puissent élargir l'accès aux soins de santé, à l'éducation et aux infrastructures, et contribuer ce faisant à améliorer la productivité et à l'instauration d'une croissance incluant les pauvres et bénéfique pour eux.. Pourtant, dans nombre de pays en développement, les taux d'investissement sont beaucoup trop faibles, les gains de productivité insuffisants, les incitations à l'innovation inappropriées, la rentabilité des investissements pas assez prévisible et trop peu d'emplois sûrs, stables et correctement rémunérés sont créés dans l'économie formelle. Entre 1990 et 1997, le taux moyen d'investissement intérieur brut s'est situé autour de 14,7% du PIB contre une moyenne de 20,4% pour l'ensemble des pays africains. Au Bénin, l'investissement total qui comprend l'investissement matériel et la variation des stocks est établi à 505,7 milliards en 2006 contre 417,4 milliards en 2005, soit une augmentation de 17,46%. Cette situation suggère alors la mise en œuvre de stratégies vigoureuses pour accroître l'investissement privé. Ceci ne peut être possible sans une identification et une connaissance des facteurs dont dépend réellement l'investissement privé, ainsi que des mécanismes par lesquels ceux-ci l'influencent. Pour beaucoup de pays en voie de développement, les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) sont hors d'atteinte à l'horizon 2015, ce qui signifie qu'ils doivent trouver des moyens de faire reculer la pauvreté qui soient plus efficaces et s'inscrivent

davantage dans la durée. Si les progrès se poursuivent au rythme actuel, certains pays d'Afrique subsaharienne n'atteindront pas les OMD avant plus d'un siècle. Le secteur privé a une contribution essentielle à apporter au combat contre la pauvreté, et la mobilisation de l'investissement privé, tant intérieur qu'étranger, est indispensable pour promouvoir l'instauration d'une croissance soutenue à large assise de nature à concourir à la réduction de la pauvreté. Dans l'économie mondialisée qui prévaut aujourd'hui, l'investissement privé peut provenir de sources nationales et aussi internationales et prendre des formes diverses, allant des actifs physiques au capital intellectuel. La croissance économique a commencé à prendre racine dans les pays en voie de développement depuis le milieu des années 90 bien qu'à un rythme et avec un impact sur la réduction de la pauvreté inégaux selon les régions. Au Bénin, le taux de chômage est de plus en plus croissant pendant que le taux de croissance est toujours à un chiffre avec des réformes en panne. Il concerne majoritairement les jeunes qui constituent plus de 60% de la population béninoise. L'accès à des emplois salariés sûrs, stables et correctement rémunérés et à des emplois indépendants productifs est un facteur important pour permettre à des milliards de pauvres, hommes et femmes, qui se battent pour survivre dans les pays en voie de développement de sortir de la pauvreté. Sachant que le secteur privé est la première source d'emplois, les possibilités d'emploi au Bénin semblent chaque jour, se réduire et la situation de la jeunesse laisse à désirer. Le nombre de jeunes au chômage est de plus en plus grandissant avec pour corollaire la croissance de l'insécurité dans les grandes villes notamment à Cotonou. En effet plusieurs réformes ont été entreprises par le Bénin, elles ont permis au pays de connaître une croissance du PIB, soit 4,8% entre 1990-2003 (INSAE). Aussi bien le Bénin a amorcé un processus de redressement économique qui a permis de porter progressivement le taux de croissance du PIB réel de 2,9% en 2005 à 5% en 2008. Après deux années consécutives de ralentissement, l'économie béninoise a affiché à partir de 2011, une reprise avec un taux de croissance de 3,5% contre 2,6% en 2010. Ces performances sont dues à la réduction du chômage (création d'emplois) passant par une hausse des investissements privés.

Théoriquement la relation entre l'investissement et la croissance économique n'est plus à démontrer. Pour qu'un processus de croissance se poursuive dans le temps, il est indispensable que des investissements nets et des progrès techniques de production repoussent les limites de la productivité du travail et permettent l'élévation du revenu réel par habitant. La mise à jour des facteurs qui déterminent le taux de croissance est importante pour estimer les perspectives d'amélioration des niveaux de vie. Alors l'investissement est considéré comme un puissant créateur de revenu et d'emploi, et l'un des principaux moteurs de la

croissance économique. Au Bénin, les investissements privés ont une influence plus marquée sur la croissance (Samaké, 2008).

Par ailleurs, c'est dans l'optique de réduction de la pauvreté qu'a été envisagée la mise en place des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) qui entre en ligne pour la réduction de la pauvreté en favorisant l'investissement privé. Malgré ces efforts, le Bénin enregistre des performances peu reluisantes en matière de croissance de la production et de l'investissement. En effet, on constate que le taux moyen de l'investissement au Bénin sur la période 2000-2005 est de 19,4% alors que sur cette même période ce taux avoisine 30% dans les pays asiatiques qui sont des références en matière de croissance économique actuellement.

Nul ne peut parler de croissance économique d'un pays sans passer par le développement de l'investissement privé. Conscient de cette réalité, le Bénin n'avait que le choix de relancer le secteur privé via l'investissement privé comme source de croissance. Ce choix s'est matérialisé à travers une collaboration plus franche entre le secteur public-secteur privé, le Bénin a accordé beaucoup de facilités au secteur privé. Au nombre de ces facilités, on note entre autres la réduction du taux d'imposition des bénéficiaires industriels et commerciaux. Mais pour que ces mesures aient des impacts plus probants, il ne serait pas inutile de connaître l'évolution des investissements privés et leur influence sur l'économie nationale. En d'autres termes, il importe d'apporter des éléments de réponse aux questions suivantes.

- ✓ Quelle est la contribution de l'investissement privé à la croissance économique au Bénin ?
- ✓ Quels sont les facteurs explicatifs de l'investissement privé au Bénin ?

Le présent mémoire qui s'inscrit dans la logique des travaux empiriques réalisés jusque-là sur la question, tente d'apporter des éléments de réponses aux interrogations susmentionnées.

Il ressort de cette étude un objectif général, des objectifs spécifiques liés à cet objectif général et des hypothèses de recherche qui découlent de ces objectifs spécifiques.

2-Objectifs et hypothèses de recherche

a-Objectif général

L'objectif général de cette étude est de déterminer l'effet de l'investissement privé sur la croissance économique au Bénin.

b-Objectifs spécifiques

- ❖ Evaluer l'évolution de l'investissement privé au Bénin de 1980 à 2015.

- ❖ Démontrer l'influence de l'investissement privé sur la croissance du PIB au Bénin.

c-Hypothèses de recherche

- ❖ Le taux d'investissement privé au Bénin a connu une augmentation de 1980 à 2015.
- ❖ L'investissement privé a un effet positif et significatif sur la croissance du PIB au Bénin à long terme

PARAGRAPHE II : CADRE THEORIQUE ET EMPIRIQUE

Le cadre théorique et empirique comprend deux parties à savoir : Clarification et évolution de la notion de l'investissement privé et Approche théorique et les faits empiriques de l'investissement privé et son impact sur la croissance économique

- **Clarification de la notion de l'investissement privé et de la croissance économique**

a-Notion de l'investissement

Le terme « **investissement privé** » désigne l'investissement des ménages (achats de logements) et aussi et surtout l'investissement des entreprises.

Pour une entreprise, l'investissement consiste à engager du capital dans le processus de production.

On distingue classiquement l'investissement productif (équipements, machines), en général synonyme d'investissement matériel ou corporel, et l'investissement immatériel (dépenses de recherche et développement, de formation, de publicité, acquisition de licences, de logiciels, etc.) qu'il est quand même difficile de qualifier d'improductif : la rentabilité réelle de l'investissement immatériel est seulement difficile à mesurer.

Car un investissement n'est en général réalisé par une entreprise que si la valeur actualisée nette (VAN) du projet d'investissement est positive.

Le calcul de cette VAN revient à comparer le coût initial d'un investissement à la somme actualisée des recettes attendues de l'investissement : il s'agit bien, toujours, d'un pari.

Si un investissement brut est supérieur à l'amortissement (évaluation annuelle de la perte de valeur d'actifs ou de biens de production), le stock de capital d'une entreprise progresse, la différence de ces deux grandeurs constituant l'investissement dit « net » d'une entreprise.

On distingue en général l'investissement de remplacement (destiné à maintenir les capacités de production en compensant l'usure des équipements), l'investissement d'extension (accroître

le potentiel productif de l'entreprise) et l'investissement de productivité (rationalisation de la production, augmentation de la productivité).

Le financement interne de l'investissement d'une entreprise provient de ses capacités d'autofinancement (profits conservés en réserve) ; son financement externe est constitué soit par l'émission de titres de différentes natures (actions, obligations), soit par un recours à l'emprunt.

Un effet de levier de cet endettement (à distinguer de « l'effet de levier » des produits financiers) est à l'œuvre dès lors que la rentabilité d'un investissement est supérieure au coût de l'endettement (intérêts) qui le finance.

En ce qui concerne les ménages enfin, un placement financier constitue une épargne, et non pas un investissement (contrairement à l'acception la plus répandue du terme « investissement »).

Une prise de participation d'une entreprise dans une autre entreprise constituera en revanche un investissement dit « indirect ». Pour connaître le montant des investissements annuels d'une entreprise donnée, on consultera le tableau de ses flux de trésorerie.

L'investissement est la deuxième composante de la demande globale. Contrairement à la consommation qui est un élément relativement stable de la demande globale, l'investissement en est la partie la plus volatile. Considéré comme un puissant créateur de revenu et d'emploi, l'investissement est l'un des principaux moteurs à la croissance économique.

L'investissement est l'acquisition de biens de production en vue de l'exploitation d'une entreprise et de dégager un revenu ou une augmentation de la capacité de production. Au sens de la comptabilité nationale, l'investissement comprend le renouvellement des équipements et l'augmentation apportée au cours d'une période au patrimoine d'un agent. L'ensemble de ces opérations constitue la Formation Brute du Capital Fixe (FBCF) Lexique d'économie 10^e édition page 458. La FBCF correspond à la valeur des biens durables acquis par des unités de production pour être utilisés pendant au moins un an dans le processus de production. L'investissement est considéré comme une clé de la croissance, car il rend plus efficace le travail humain. Mais il ne suffit pas d'investir plus pour croître : à compter d'un niveau, l'efficacité de l'investissement se heurte à la loi des rendements décroissants. Sans progrès techniques, l'accumulation d'équipements ou de bâtiments ne mène pas très loin. Ce progrès dépend de l'investissement spécifique dans la formation ou la recherche.

Au sens financier, l'investissement est un flux de dépense qui permet d'accroître, d'améliorer ou de renouveler le stock de capital productif installé. Il est selon la géographie ou la nationalité de celui qui le réalise, domestique (national) ou étranger. Ce dernier type

d'investissement s'est développé avec la libération financière, corollaire de la mondialisation de l'économie. L'Investissement Direct Etranger (IDE) est l'exploitation des capitaux dans un autre pays afin d'y acquérir ou créer une entreprise ou encore d'y prendre une participation. C'est d'ailleurs la différence moyenne avec l'investissement de portefeuille, qui vise uniquement le rendement financier sans égard au pouvoir décisionnel. Il s'agit en fait de la différence entre ce qu'un pays a injecté dans une économie et ce que d'autres économies ont injecté dans la sienne en % du PIB. Toutes les théories économiques considèrent l'investissement comme un facteur principal de croissance car il a, à la fois, un effet sur l'emploi et sur la capacité de production.

Selon VILLIEU (2000), le contenu de la notion d'investissement oppose deux approches : l'approche macroéconomique et l'approche microéconomique.

Au niveau macroéconomique, en termes d'investissement la comptabilité nationale substitue la Formation Brute du Capital Fixe (FBCF) qui est composée aussi bien des investissements matériels que des investissements immatériels (exception faite des dépenses de recherches et des dépenses de formation).

Au niveau microéconomique, l'investissement est l'opération par laquelle une entreprise acquiert des biens de production, un flux qui vient renouveler ou accroître le stock de capital. La comptabilité privée identifie deux grands types d'investissements : les investissements matériels (terrains, constructions, machines, outillages,.....), les investissements immatériels (dépenses de recherche, de développement, de formation, d'acquisition de logiciel, de publicité, de licence, de marque,.....) et les investissements financiers (prise de participation, achat de titre)

Selon la Banque Mondiale le « climat des investissements » pourrait se définir comme l'environnement de politique économique, institutionnel et comportemental, présent et anticipé, qui affecte la rentabilité et les risques associés aux investissements.

Le climat des affaires est l'ensemble des dispositions légales et réglementaires qui régissent l'action des entreprises.

Par ailleurs, la croissance économique à en croire François Perroux est « l'augmentation soutenue pendant une ou plusieurs périodes longues d'un indicateur de dimension, pour une nation, le produit global net en terme réel ». Mais pour Kassé (2010) « pour qu'il y ait croissance, il faut non seulement qu'il ait augmentation de la production, mais aussi que ce mouvement ascendant soit durable et non aléatoire ». Autrement dit, l'expansion économique n'est pas synonyme de la croissance économique, mais elle n'est qu'une phase de la

croissance. Il continue et ajoute que : « La croissance s'accompagne de changement de structure, de modification des conditions de la production : investissement en hausse, modification des qualifications de la main-d'œuvre, incorporation du progrès technique par les machines nouvelles, nouvelles habitudes de consommation, modification des anticipations des entrepreneurs ; elle s'accompagne également de mutations sectorielles » On comprend à travers cette définition, qu'il y a croissance économique si l'accroissement de la production résulte de l'amélioration qualitative et quantitative des facteurs de production.

Selon Magnan, la croissance économique peut être définie comme « l'évolution à moyen et à long terme du produit total et surtout du produit par tête dans une économie donnée » et Diemer la considère comme « un accroissement durable de sa dimension, accompagné des changements de structure et conduisant à l'amélioration du niveau de vie. Pour Worlt Kostow (1916), économiste et théoricien politique américain dans les étapes de la croissance économique, la phase de décollage économique se caractérise par le passage du taux d'investissement de 5% à 10%. La croissance économique est définie par Bernier (1998) comme étant une augmentation de la production sur une longue période

Quant à Simon Kuznets il y a croissance économique lorsque la croissance du PIB est supérieure à la croissance de la population. Les principaux modèles de la croissance endogènes sont inspirés des travaux de Solow (1956), dont les hypothèses clés portaient sur l'annulation à l'infini de la productivité marginale et l'utilisation d'une fonction de production à rendement d'échelle constant. Le premier modèle de croissance a été l'œuvre de Romer (1986) qui considère que la croissance endogène provient d'une externalité qui est la source des rendements d'échelle croissants. Cet effet externe reste très traditionnellement dérivé de l'investissement en capital physique ou d'un élargissement de la gamme d'intrants en biens capitaux. Par la suite, Lucas (1988) innove en incorporant la connaissance en capital humain. Impact de l'investissement privé sur la croissance économique au Bénin. La plupart des modèles de croissance endogène avec capital humain (Barro, 1990) Prichett (1996) et al ne font que dupliquer le schéma proposé par Lucas.

b-Potentialités de l'investissement privé

Il faut d'abord souligner que le Bénin a subi un profond changement passant sans effusion de sang ni autres obstacles d'un régime marxiste-léniniste à une démocratie multipartite dont la constitution et les lois électorales sont basées sur le modèle des démocraties occidentales. Le pays est devenu ouvert à la liberté d'entreprise dans une économie entièrement libérale et dans un contexte de stabilité politique.

Potentialités géographiques

La position géographique fait du Bénin un pont naturel entre le Nigéria, le Ghana, la Côte d'Ivoire via de Togo, et une ouverture sur l'océan Atlantique

Pour les pays enclavés tel que le Niger, le Burkina Faso ou encore le Mali. Le secteur privé au Bénin peut profiter de cet avantage en misant sur les services, l'import-export et le transit pour se développer.

L'aspect géographique le plus important est évidemment la proximité avec le Nigéria. Plusieurs acteurs du secteur privé béninois entretiennent les relations avec le Nigéria mais comme source d'approvisionnement que comme opportunité de marché. Ils sont unanimement conscients des avantages que représente la proximité du marché nigérian en termes de marché pour leurs produits ; cependant, si cette localisation géographique leur confère un avantage, celle-ci demeure insuffisante pour garantir un accès stable à ce marché. En effet, une bonne partie des opérateurs béninois, évoluant dans l'industrie, considère qu'ils ne sont pas compétitifs avec le Nigéria notamment en raison de l'évolution jusqu'ici défavorable du différentiel de change entre les deux pays.

Outre ce différentiel, d'autres facteurs limitaient également l'accès du géant aux producteurs béninois. Ce sont les difficultés de commercialisation, les problèmes de convertibilité de la monnaie et surtout le manque de crédibilité des partenaires nigériens qui rendent difficile l'établissement de toute relation d'affaire. Peu de transactions se font directement entre entreprises par le biais d'ententes contractuelles. Les potentialités du réseau de relation avec les acteurs nigériens existent mais sont malheureusement encore très faiblement exploitées.

Potentialités en ressources transformables

Parallèlement à l'avantage qui fait du Bénin un pays de transit, une plaque tournante du commerce régional et sous-régional, on peut à partir de ses nombreuses potentialités, réussir une stratégie basée sur la transformation économique efficace de certaines ressources dont la viabilisation et la rentabilité ont été considérablement améliorées à la faveur de la récente dévaluation du franc CFA.

Au niveau des produits agricoles, l'ère des exportations des produits bruts est dorénavant dépassée car devenue peu créatrice de valeur ajoutée. Le Bénin devra se lancer dans une politique d'exportation des produits différenciés. Aussi dans l'agriculture, plusieurs filières telles que le manioc, le sésame, l'ananas, la papaye solo sont très porteuses et pourront percer les marchés du Nord si elles respectent des conditions telles que :

- ✓ La qualité des produits ;
- ✓ La régularité des approvisionnements ;
- ✓ Le respect continu de normes physiques ;

Et surtout un prix compétitif.

Au niveau des activités de type industriel, dans le cas du Bénin, deux voies possibles doivent être considérées comme complémentaires.

Une industrialisation basée sur les atouts géographiques et en tant que plaque tournante du commerce régional ;

Une industrie émergente de la transformation des ressources agricoles, minières, forestières et halieutiques.

Ces activités industrielles devraient se développer essentiellement au moyen d'une promotion des PME et micro entreprises.

Les potentialités financières

Le Bénin est l'un des pays où le PIB per capita est faible

Cette situation ne saurait cependant masquer la réalité que, l'économie béninoise dispose en fait de gisements notables en matière de financements sur ressources internes. L'économie béninoise, en dépit de la faiblesse des revenus, dispose d'excédent. Le taux d'accroissement des dépôts bancaires grâce à la reprise de la confiance en témoigne. Ces dépôts bancaires sont passés de 34,70 milliards de CFA en 1990 à 118 milliards de francs CFA en 1993. À cela il faut ajouter les épargnes du système bancaires informel.

Il y a donc des possibilités de ressources internes. Pour peu que l'on trouve les voies et moyens d'une transformation des dépôts à court terme en épargne à long terme pour que l'économie nationale puisse mieux s'autofinancer.

c-Contraintes au développement du secteur privé

Le développement du secteur privé au Bénin est affecté par une série de contraintes et faiblesses.

Contraintes et faiblesses structurelles

Ces contraintes et faiblesses qui découlent de l'analyse ci-dessus du contexte socio-économique et de l'environnement juridico-institutionnel du secteur, sont suffisamment connues pour qu'il suffise d'en rappeler les principales :

- ✓ Faiblesses d'un tissu industriel peu diversifié à valeur ajoutée insuffisante ;
- ✓ Faiblesse des infrastructures nécessaires à la promotion des entreprises ;

- ✓ Faiblesse de la formation technique et économique ou son inadaptation aux activités productives;
- ✓ Faiblesse de la productivité des activités économiques ;
- ✓ Insuffisance des capacités d'accumulation et d'épargne de long terme en général ;
- ✓ Insuffisance des services liés à l'industrie ;
- ✓ Faible capacité d'innovation ;
- ✓ Absence de banque de données et de circulation de l'information ;
- ✓ Inexistante jusqu'ici d'une politique industrielle claire et cohérente et de programmes d'action adaptés ;
- ✓ Administration mal armée pour des tâches de développement et/ou procédurière.

Il s'agit là de contraintes de fond qui ne se résolvent ni facilement ni dans le court terme. Des délais parfois très longs sont nécessaires pour les desserrer. Elles mettent en jeu à la fois les progrès d'ensemble de l'économie et des modifications de comportement. Ces contraintes ont pour conséquence de créer un environnement difficile pour le secteur privé, générateur de désavantages affectant la compétitivité de l'appareil national de production.

Les contraintes liées à la situation socio-économique

Le Bénin traverse une phase de remise en ordre de son économie exprimée par la mise en œuvre d'une politique d'ajustement structurel. Dans toute la mesure où celle-ci vise à rétablir les équilibres économiques et financiers internes, elle paraît incontournable. Il n'est donc pas imaginable de développer une politique et des programmes en faveur du secteur privé qui viendraient contredire les bases de cette politique d'ajustement structurel.

Dans ce contexte les actions en faveur du secteur privé doivent privilégier le renforcement des capacités d'adaptation et de croissance des entreprises.

Dans l'immédiat, le programme d'ajustement structurel (PAS) apporte au secteur privé des éléments significatifs d'amélioration de son environnement :

- ✓ La libéralisation du commerce extérieur ;
- ✓ L'amorce de la simplification et l'allègement du cadre réglementaire ;
- ✓ La mise en place d'un cadre d'incitation économique ;
- ✓ La simplification fiscale et douanière ;
- ✓ La priorité donnée à l'amélioration des infrastructures.

Mais en même temps, un certain nombre de contraintes de court terme sont introduites vis-à-vis du secteur privé. Parmi elles, les plus importantes concernent :

La rétraction de la demande ;

La difficulté à définir une stratégie d'ensemble cohérente et à fournir des appuis institutionnels harmonisés à partir des différentes structures d'Etat sensées concourir à la promotion du secteur privé.

Au total des contraintes liées à l'ajustement structurel limitent forcément les marges de manœuvre, dès qu'il s'agit d'imaginer des mesures de soutien au Développement des activités privées qui ont des incidences qui pourraient contredire les exigences du rétablissement des équilibres économiques et financiers.

Contraintes liées au marché

Avec moins de cinq millions d'habitants et un revenu par tête inférieur à 400 dollars \$, le marché béninois ne peut être qu'étroit. Le pouvoir d'achat y est faible (CAT, Novembre 2006).

De ce fait, d'une part il paraît difficile de bénéficier des économies d'échelle et d'autre part les produits les moins chers font primes sur le marché quel que soit la qualité.

Aussi le marché est-il alimenté en grande partie par les importations des produits nigériens à des prix qui étaient jusqu'ici très faibles exprimés en franc CFA et parfois sans acquitter les droits. Dans ces conditions la concurrence nigérienne risquait d'avoir un effet dévastateur sur la production béninoise.

Les répercussions négatives de l'étroitesse du marché national pourraient être amoindries si le Bénin réussit à avoir un accès libre au marché régional ou encore international. Mais un tel accès ne pourrait se faire facilement que si la Concurrence des pays voisins ainsi qu'aux difficultés d'accès au marché sous régional et international, le Bénin ne peut qu'adopter une stratégie de promotion de sa compétitivité reposant essentiellement :

Sur la valorisation de ses ressources locales ;

Souplesse pour une relance de l'activité économique ;

Et sur une amélioration des capacités nationales de définition et de mise en œuvre de stratégies de promotion du secteur privé.

- **Approche théorique et les faits empiriques de l'investissement privé et son impact sur la croissance économique**

Dans cette partie de notre étude, nous présenterons l'évolution des théories et modèles de la croissance économique et de l'impact de l'investissement privé sur l'économie du Bénin.

L'étude effectuée sur les déterminants de l'investissement privé au Bénin par Jonas GBIAN (2000) a apporté un éclairage sur la manière dont les différentes variables macroéconomiques influencent les décisions d'investissement. S'agissant des variables macroéconomiques, l'étude relève que l'investissement privé est positivement influencé par sa valeur retardée, de même que par le PIB, l'épargne privé et la hausse des prix. Il est négativement influencé par l'évolution du taux d'intérêt, l'investissement public et le volume des exportations. Ensuite, il pense que le fait le plus remarquable est que l'impact du crédit bancaire sur l'investissement privé n'est pas significatif, ce qui est la traduction du faible rôle que jouent ces banques dans le financement des investissements.

En prenant un échantillon de 95 pays en voie de développement sur la période de 1970-1990 Khan et Kumar (1997) ont trouvé que les investissements privé et public sur la croissance économique ont des effets significativement différents. L'investissement privé était de façon consistante plus productive que l'investissement public.

Au Bénin, une étude a été réalisée sur le renforcement des performances de l'économie intitulée « Analyse des Sources de la Croissance Economique ». Cette étude a permis de retenir que les investissements à court terme ont un impact négatif sur la croissance. De plus, le taux de croissance du PIB évolue de pair avec la croissance des investissements.

Une étude portée sur 24 pays réalisée par Khan et Raunahant pour montrer la différence de productivité (1990) conclut que la productivité du capital du secteur public est négative bien que non significative alors que celle de l'investissement privé est significativement positive.

Un grand nombre d'études sur ce thème a montré l'importance de l'investissement privé dans la croissance économique. C'est ainsi que Barro (1990) sur un échantillon de 76 pays a montré que l'investissement public et l'investissement privé ont des effets similaires sur la croissance économique.

KHAN (1996) vérifie empiriquement dans la période allant de 1970 à 1990, l'importance relative des effets des investissements publics et privés dans la stimulation de la croissance économique (SOLLOW 1956) de 95 pays en développement (dont 46 en Afrique, 24 en Amérique Latine, 14 en Asie, 11 en Europe de l'Est) pour lesquels l'accumulation du capital, le taux de progrès technique et le taux de croissance du travail sont les principaux déterminants du revenu réel par tête.

A l'issue de son étude il conclut d'abord, qu'il y a une différence substantielle entre l'impact de l'investissement du secteur privé et celui du secteur public sur la croissance.

Ensuite, il souligne que les parts relatives publiques et privées ont modifié non seulement le sentier de croissance de ces pays, mais aussi la vitesse de convergence des

revenus réels par tête au cours de la période. Des taux d'investissement élevés ne conduisent pas nécessairement à une croissance soutenue.

L'investissement privé est un facteur de croissance, tant pour l'école néoclassique que pour la théorie Keynésienne. De plus, il est susceptible d'engendrer, conformément aux résultats récents des modèles de croissance endogène (Guellec et Rallie 1997) des effets d'externalités. En effet, l'investissement d'une entreprise permet à cette dernière d'accroître non seulement sa propre production, mais aussi celle des autres entreprises, du fait des externalités technologiques qu'il engendre. Des études empiriques aux économies africaines (Ojo et Oshikoya 1995, Ghura et Hadyimichaël 1996) ont aussi mis en évidence l'existence d'une relation positive entre l'investissement et la croissance du PIB par tête. De plus, Knight, Loayza et Villanueva (1993) et Nelson et Singh (1994) ont aussi montré que le niveau de l'investissement d'infrastructure avait un effet significatif sur la croissance, notamment au cours des années 1980. En utilisant une étude en coupe portant sur un échantillon de 119 pays, Eastely et Rebel (1993) ont estimé que l'investissement public en transport et en communication était lié positivement à la croissance. L'investissement public dans les entreprises n'avait aucun effet sur la croissance, alors que l'investissement public en agriculture avait un effet négatif.

La contribution de l'investissement à l'accélération de la croissance a été mise en exergue par beaucoup de travaux empiriques. Mais ces travaux se sont beaucoup appesantis Impact de l'investissement privé sur la croissance économique au Bénin.

Sur l'importance des investissements publics dans la formation de la richesse, bien que l'investissement privé ait un impact plus important sur la croissance économique que l'investissement public Khan et Reinhart (1990). Ce résultat a été confirmé par les travaux de Samaké (2008) relatifs aux impacts des investissements publics et privés sur la croissance au Bénin en montrant que les investissements privés ont une influence plus marquée sur la croissance économique que sur les investissements publics aussi bien à court qu'à long terme. L'amélioration du climat des affaires contribue à une augmentation des investissements privés (Poirson, 1998). En effet, la théorie économique montre que l'investissement privé ne dépend pas uniquement du coût du capital (Humain et Physique) mais également de l'environnement caractérisé par le cadre macroéconomique, le niveau de liberté, de la gouvernance, de la qualité des institutions, du poids de la justice etc. Spécifiquement, le renforcement de la lutte contre la corruption et l'amélioration de l'exercice du droit de propriété augmentent positivement et significativement l'investissement privé. En outre, l'amélioration du taux de croissance du PIB par tête, de la masse monétaire par rapport au PIB et des termes de

l'échange influence aussi positivement et significativement l'investissement privé .A l'opposé l'augmentation plus rapide de l'investissement public par rapport au PIB et l'accroissement du déficit budgétaire n'encouragent pas l'investissement privé.

SOKOME (2009) dans son étude intitulée « contribution de l'investissement privé à la croissance économique au Bénin », a conclu après l'analyse de ces résultats d'estimation, que la population active a une plus grande influence que l'investissement privé et le crédit à l'économie sur la croissance économique au Bénin. Ces résultats obtenus pourraient s'expliquer par plusieurs raisons: nombreux sont les travaux des auteurs qui ont montré que l'investissement privé, le crédit à l'économie et la population active sont les moteurs de la croissance économique d'un pays à long terme. S'agissant du Bénin, l'investissement privé est un fondamental qui vient compléter le maigre effort que le secteur public déploie. Le crédit à l'économie représente une source de financement très importante du secteur privé et public en dehors des capacités d'autofinancement dont disposent quelques agents économiques dans la réalisation de leurs investissements ou activités.

Selon les travaux de TOKANNOU H. M. (2010) intitulé « impact de l'investissement privé sur la croissance économique au Bénin » l'investissement privé exerce un impact positif et significatif au seuil de 1% à long terme comme à court terme sur la croissance économique au Bénin. Il ressort également que les investissements privés sont plus productifs que les investissements publics. Ce résultat pourrait s'expliquer par le fait qu'au Bénin, l'Etat cherche à étendre le niveau des investissements privés qui entre autres ouvriraient la voie à une plus grande croissance économique.

Le facteur travail que représente la population active influence positivement et significativement la croissance économique au Bénin au seuil de 1% à long terme contrairement au court terme où il n'est pas significatif. Certains estiment que la croissance démographique est un atout pour la croissance économique (E.BOSERUP), tandis que ROBERT MALTHUS estime que la croissance démographique peut être un frein pour toute croissance à long terme

De même, SOLLOW (1956) et les théoriciens de la croissance endogène ont reconnu dans la théorie de la croissance endogène le rôle important du facteur technologique sur le taux de croissance économique. Cependant, de nombreuses études menées sur les effets des investissements sur l'économie du pays d'accueil ont conduit parfois à des résultats contradictoires. Pendant que certaines études, confirment l'impact positif des flux des investissements privés sur l'économie du pays hôte, d'autres assez importantes, montrent les

effets contraires de ces flux. Nous pouvons donc aisément remarquer le groupe des économistes Aitken, Al (1997); Bosworth, Collins (1999) et Brooks, Hill (2004) qui cessent de vanter les bienfaits des investissements privés face aux économistes De Mello (1997) et Blomstrom, Globerman, Kokko (2004) qui pensent plutôt que les effets négatifs des flux des investissements privés surpassent les effets positifs.

SECTION 2 CADRE METHODOLOGIQUE DE L'ETUDE.

Il sera question dans cette partie de présenter le modèle conceptuel pour la vérification des hypothèses, la technique de validation des hypothèses et les types de données collectées avec leurs sources puis les méthodes d'analyse et d'estimation.

PARAGRAPHE 1 : METHODE D'ANALYSE

Pour mesurer l'impact de l'investissement privé sur la croissance économique nous faisons le parti pris par la confirmation de nos hypothèses respectives à partir des régressions économétriques. Pour cela, nous allons spécifier notre modèle, préciser les sources de nos données ensuite le choix de la méthode économétrique appropriée pour nos estimations.

1-Modèle conceptuel

Le modèle de base retenu a pour cadre de référence la fonction de croissance de type Cobb-Douglas utilisée par Nubukpo en 2003, inspirée des travaux de Barro (1990), Ojo et Oshikoya (1995) et de Tenou (1999). Ce modèle a l'avantage de prendre en compte un certain nombre de variables permettant de mieux expliquer l'évolution de la croissance du PIB réel dans les pays africains. Il se présente comme suit :

$$\text{PIBr} = f(C, P, E) \quad (\text{équation 1})$$

Avec PIBr = croissance du PIB réel;

C = un panier de variables dites conventionnelles (le capital physique, le travail et le capital humain)

P = un panier de variables liées à la politique économique (les dépenses publiques et le taux d'inflation)

E = un panier de variables liées à l'environnement extérieur (l'indice des termes de l'échange)

La fonction f de l'équation 1 se présente sous forme $\text{PIBr} = AK^\alpha L^\beta$ (équation 2)

En la linéarisant, nous avons :

$$\text{Ln}(\text{PIBr}) = \text{ln}(A) + \alpha \text{ln}(K) + \beta \text{ln}(L)$$

Soit $\text{ln}(\text{PIBr}) = \alpha_0 + \alpha \text{ln}(K) + \beta \text{ln}(L)$ avec $\alpha_0 = \text{ln}(A)$ (équation 3)

a- Spécification du modèle

Tout modèle économétrique est constitué de deux types de variables : une ou plusieurs variables expliquées et une ou des variables explicatives. En nous inspirant des travaux de TOKANNOU (2010), nous avons intégré les variables du Service des Dettes Extérieures (SDE) et la Population totale (POP) afin de voir leur influence sur la croissance économique, après avoir soustrait les variables travail (TRAV) et crédit au secteur privé (CRPRIV). L'équation du modèle peut s'écrire sous la forme ci-dessous. $PIB_t = f (IP_t, IG_t, SDE_t, POP_t, DO_t)$ ou $PIB_t = A(IP_t)^{\alpha_1}(IG_t)^{\alpha_2}(SDE_t)^{\alpha_3}(POP_t)^{\alpha_4}(DO_t)^{\alpha_5}$ (Forme fonctionnelle de type COBB DOUGLAS)

Avec $t = (1980, 1981, \dots, 2015)$ représente la date à laquelle les différentes variables sont observées. Posons : $\ln A = \alpha_0$ l'équation 3 devient

$$\ln(PIB_t) = \alpha_0 + \alpha_1 \ln(IP_t) + \alpha_2 \ln(IG_t) + \alpha_3 \ln(SDE_t) + \alpha_4 \ln(POP_t) + \alpha_5 \ln(DO_t) + \varepsilon$$

b-Définition des variables

- ✓ PIB : Produit Intérieur Brut, représente la variable expliquée de ce modèle
- ✓ IP : les Investissements Privés traduisent une augmentation de la richesse nationale, donc une capacité de financement plus grande. Ils permettent l'anticipation des flux de revenus futurs au sens plus large la création des valeurs utiles à tous. Ils sont introduits dans ce modèle pour vérifier s'il y a un effet d'entraînement sur la croissance économique au Bénin.
- ✓ IG : investissement public en tant que flux de capitaux mobilisés par le gouvernement, est utilisé pour connaître sa contribution à la production et par ricochet à la croissance économique
- ✓ SDE : le Service de la Dette Extérieure. C'est le remboursement en termes de dette extérieure. Il est utilisé dans le modèle pour mesurer sa sensibilité sur la croissance économique.
- ✓ POP : La population totale. Elle est utilisée ici pour étudier sa contribution sur la croissance économique.
- ✓ DO : le Degré d'Ouverture. Une amélioration de la situation politique et de certains facteurs socio-économique est très favorable et l'environnement financier est de qualité. Cet environnement influence favorablement le comportement des investissements et donc encourage la décision d'investir. Il mesure le niveau d'ouverture commercial du pays. Il est inséré dans ce modèle afin de voir son impact sur la croissance économique à travers l'investissement privé.

- ✓ ε : le terme d'erreur de spécification du modèle, t le temps, α_i (i varie de 1 à 5) des paramètres à estimer représentant les élasticités du produit intérieur brut par rapport aux différentes variables explicatives.
- ✓ α_0 le terme constant ; \ln le logarithme népérien.

2-Sources des données

Les données utilisées dans le cadre de notre étude sont des données secondaires. Elles couvrent la période 1980-2015, soit 36 observations et sont collectées auprès de différentes structures comme la DGAE (Direction Générale des Affaires Economiques), du Ministère de l'Economie et des Finances, l'INSAE (Institut National de la Statistique et de l'Analyse Economique), de la Banque Mondiale, de la Bibliothèque de la FASEG et de quelques études précédemment effectuées dans le domaine.

PARAGRAPHE 2 : METHODE D'ESTIMATION

L'estimation des différents coefficients du modèle sera faite par la méthode des Moindres Carrés Ordinaires (MCO) au moyen du logiciel EVIEWS version 7.

Pour s'assurer de la qualité de notre modèle, des tests de diagnostic, de validation et de prévision seront effectués.

1-Tests de diagnostic

- ✓ Tests de stationnarité

Lorsqu'on utilise des données temporelles, il est primordial qu'elles conservent une distribution constante dans le temps. Ce concept de stationnarité doit être vérifié pour chacune des séries afin d'éviter des régressions fallacieuses pour lesquelles les résultats pourraient être « Significatifs », alors qu'ils ne le sont pas.

- ✓ Test de Cointégration

Un autre test à réaliser lorsqu'on travaille avec des séries temporelles est celui de la Co-intégration. Le but de ce test est de détecter si des variables possédant une racine unitaire ont tendance stochastique commune. Si tel est le cas, il existe une relation d'équilibre dans le long

terme entre les variables et la combinaison linéaire de deux variables provenant de série non stationnaires est, quant à elle, stationnaire. Dans une telle situation, la formulation en différence mène à une mauvaise spécification du modèle et des termes de corrections d'erreurs doivent être ajoutés.

✓ Test de cointégration d'Engel et Granger

Ce test se déroule en deux étapes à savoir :

Etape1 : Tester l'ordre d'intégration des variables

Une condition nécessaire de cointégration est que les séries doivent être intégrées de même ordre mais si les séries ne sont pas intégrées de même ordre, elles ne peuvent pas être cointégrées. Il convient donc de déterminer très soigneusement à travers les tests de Dickey-Fuller et Dickey-Fuller Augmenté le type de tendance déterministe ou stochastique (stationnarité) de chacune des variables, puis l'ordre d'intégration de chacune des chroniques étudiées. Si les séries statistiques étudiées ne sont pas intégrées de même ordre, la procédure est arrêtée. Il n'y a pas de risque de cointégration. De même, si la série des erreurs est stationnaire, il y a cointégration. Dans le cas contraire, il n'y a pas cointégration entre les séries.

Etape2 : Estimation de la relation de long terme

Si la condition nécessaire est vérifiée, on estime par les MCO la relation de long terme entre les variables. Pour que la relation de cointégration soit acceptée, le résidu issu de la régression doit être stationnaire. La stationnarité du résidu est testée à l'aide des tests DF ou DFA. Si le résidu est stationnaire, il s'en suit alors l'estimation du modèle à correction d'erreur (MCE).

1- Test de validation du modèle

2- Qualité de la régression : la statistique R^2 nous permettra de juger de la qualité de l'ajustement global du modèle.

3- L'auto corrélation des erreurs : il s'agit de tester des erreurs à l'instant (t) de l'influence sur l'erreur des autres instants ou encore si l'erreur est indépendante d'une période à une autre. Le test de Breush-Godfrey est réalisé dans le cas d'espèce. L'hypothèse de non corrélation des erreurs est acceptée si la probabilité est supérieure au seuil critique de 5%.

L'alternative d'hypothèse qui se présente à l'issue du test est la suivante :

H_0 : les erreurs sont corrélées

H_1 : les erreurs sont non corrélées

Règle de décision : on accepte l'hypothèse de corrélation des erreurs (H_0) si la probabilité est inférieure à 5% ou de manières équivalentes $nR^2 (\chi^2)_{1-\alpha}$ à 2 ddl.

- 4- Test d'homoscédasticité : c'est le test de White qui est utilisé à cet effet.
- 5- Test de significativité du modèle : le test de Fisher a permis d'analyser la significativité globale ou non des coefficients du modèle estimé.
- 6- Test de normalités : pour calculer les intervalles de confiance prévisionnels et aussi pour effectuer les tests de Students sur les paramètres, il convient de vérifier la normalité des erreurs. A cet effet, nous recourons au test de Jarque-Bera (1984).
- 7- Test de stabilité de CUSUM : le «test CUSUM» permet de détecter les éventuelles instabilités structurelles.
- 8- Test de significativité de Student : le test de Student consiste à analyser la significativité de chaque coefficient du modèle estimé.

CHAPITRE III : ANALYSE EMPIRIQUE DE L'EFFET DE L'INVESTISSEMENT PRIVE SUR LA CROISSANCE ECONOMIQUE AU BENIN

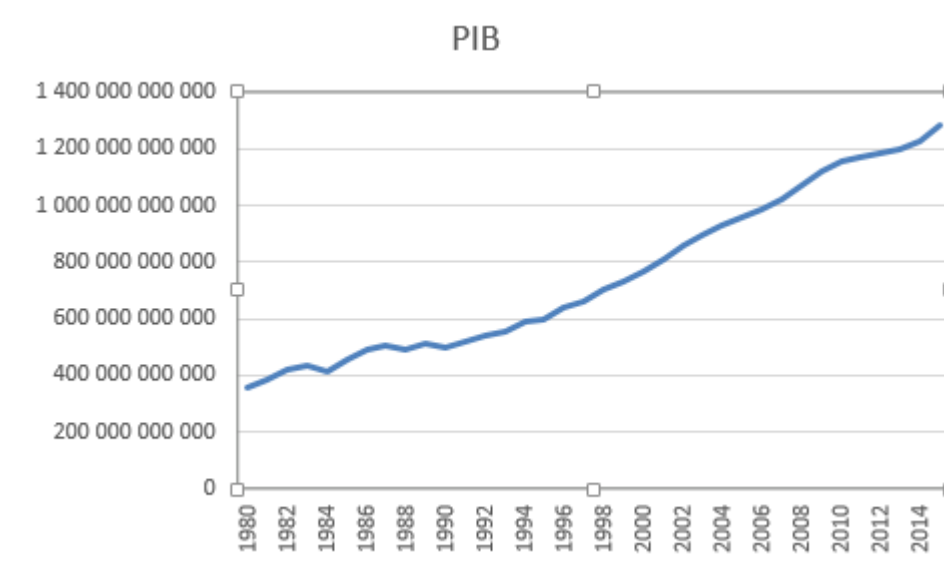
Ce chapitre présente en section 1 l'analyse de l'évolution de l'investissement privé et en section 2 l'analyse des résultats issus de l'estimation du modèle économétrique

SECTION 1 : ANALYSE DE L'EVOLUTION DE L'INVESTISSEMENT PRIVE ET PRESENTATION DES RESULTATS D'ESTIMATION.

PARAGRAPHE 1 : ANALYSE DE L'EVOLUTION DE L'INVESTISSEMENT PRIVE AU BENIN.

1 -ANALYSE DE L'EVOLUTION DU PIB REEL DE 1980 à 2015

Graphique 1 : Evolution du PIB réel au Bénin de 1980 à 2015



Source : Réalisé par les auteurs à partir des données collectées (DGAE).

Ce graphique retrace la situation économique du Bénin en matière de richesse depuis 1980 jusqu'en 2015. Il nous permet de dire sur la période 1980 à 1989 que le Produit Intérieur Brut a légèrement augmenté. Il passe de 358,04 milliards à 517,58 milliards de FCFA, soit une augmentation moyenne annuelle de 3,766%. L'analyse de ce graphique nous montre que le PIB a relativement baissé entre 1984 et 1988. Ceci relève des taux de croissance réel annuel négatif à ces niveaux. Il est de -3,96% en 1984 et de -1,69% en 1988. Ce qui traduit effectivement la période de crise économique et financière que traversait le Bénin au cours de ces années.

A partir de 1991, la valeur du PIB monte jusqu'en 1993 pour entamer une phase de hausse rapide en 1994. En effet, au cours de la période allant de 1990 à 1996, cet agrégat passe de 517,58 milliards à 555,40 milliards de FCFA en 1993 puis à 635,95 milliards en 1996, soit une hausse moyenne annuelle de 3,395%. Pendant cette période, aucune valeur négative n'est observée pour le taux de croissance réel annuel.

Cette amélioration soutenue témoigne des effets positifs des PAS à travers des réformes budgétaires adoptées à partir de 1989 et de la dévaluation du F CFA sur l'économie béninoise.

Enfin, sur la dernière sous période allant de 1997 à 2015, le PIB réel montre également une évolution à la hausse avec un rythme plus ou moins linéaire. Ces valeurs passent, en effet, de 663,45 milliards en 1997 à 1282,653 milliards de FCFA en 2015, soit une hausse moyenne annuelle de 4,84%. Ceci s'explique par la mise en œuvre de l'initiative PPTE (Pays Pauvres Très Endettés), adoptée en 1996 qui vise l'allègement du pouvoir de la dette extérieure des pays pauvres, de la mise en application des résolutions du DSRP (Document de Stratégie pour la Réduction de la Pauvreté) et de la SCR (Stratégie de Croissance pour la Réduction de la Pauvreté) au cours de la même période.

2-ANALYSE DE L'EVOLUTION DE L'INVESTISSEMENT PRIVE DE 1980 à 2015



Source : Réalisé par les auteurs à partir des données collectées(DGAE)

Le graphique ci-dessus montre l'évolution de l'investissement privé au Bénin de 1980 à 2015. Elle a connu 4 phases d'évolution.

La première s'étend de 1980 à 1989 où on note une croissance plus ou moins régulière de l'investissement privé avec une décroissance légère entre 1982 et 1983. Cela montre que le régime révolutionnaire et les crises économiques de 1982 et 1984 n'ont pas permis un bon climat des affaires.

La deuxième phase va de 1991 à 1999 et se caractérise par une augmentation de l'investissement privé, passant de 46,61 milliards à 74,07 milliards de F CFA, soit une augmentation de 27,46 milliards. Les PAS sont l'évènement principal qui justifie l'amélioration constatée surtout en 1989.

De 2000 à 2010, l'investissement privé évolue en dents de scie. Cela est le fait des chocs exogènes comme la montée du prix du pétrole, la crise financière et les difficultés à la contraction du marché des investissements. Toutes choses étant égales par ailleurs.

De 2010 à 2015, l'investissement privé a pris une allure constante. Cela est la cause des difficultés qu'ont connu les investisseurs privés au cours de cette période

PARAGRAPHE 2 : PRESENTATION DES RESULTATS D'ESTIMATION

Cette partie est consacrée à l'estimation du modèle économétrique et à l'interprétation des résultats en vue de faire des recommandations de politiques économiques.

Le modèle que nous avons utilisé pour faire notre régression est celui de l'équation 3 précédemment décrite.

1 – Détermination de l'ordre d'intégration des variables

a- Test de stationnarité

Afin de déterminer la stationnarité des variables, le test de Dickey-Fuller Augmenté a été appliqué aux différentes variables du modèle afin de déterminer l'ordre d'intégration de celles-ci. Les résultats de ce test sont consignés dans le tableau ci-dessous et les détails relatifs à ce test figurent dans l'annexe 1.

Tableau 1 : Synthèse des résultats des tests de stationnarité à niveau

Variables	Statistique ADF	Valeur critique (5%)	Résultats
LPIB	-4,017662	-3,580623	LPIB n'est pas I (0)
LIP	-2, 016186	-3,544284	LIP n'est pas I (0)

LIG	-2,524433	-3,548490	LIG n'est pas I (0)
LSDE	-2,732414	-3, 548490	LSDE n'est pas I (0)
LPOP	3,739029	-3, 612181	LPOP n'est pas I (0)
LDO	-4,881568	-3,574244	LDO est I (0)

Source : Nos estimations sur EVIEWS 7

NB : I (0) = Intégré d'ordre zéro.

LPIB : Le logarithme népérien du PIB réel en FCFA

LIP : Le logarithme népérien de l'investissement privé

LIG : Le logarithme népérien de l'investissement public

LSDE : Le logarithme népérien du service de la dette extérieure

LPOP : Le logarithme népérien de la population totale

LDO : Le logarithme népérien du degré d'ouverture

Les résultats des tests de stationnarité permettent de conclure que les variables LPIB, LIP, LIG, LSDE, LPOP et LDO sont tous non stationnaires à niveau car la valeur calculée de la t-statistic de Dickey-Fuller Augmenté en valeur absolue associée à chaque variable est inférieure à celle tabulée en valeur absolue au seuil de 5%. On en déduit que les variables ne sont pas intégrées d'ordre 0. Les variables sont donc probablement intégrées d'ordre 1. L'examen de l'ordre d'intégration des variables se poursuit en différence première et les résultats sont fournis par le tableau 3 suivant :

Tableau 2 : Synthèse des résultats des tests de stationnarité en différence première

Variables	Statistique ADF	Valeur critique (5%)	Résultats
LPIB	-5,319852	-3,548490	LPIB est I (1)
LIP	-4,581512	-3,577759	LIP est I (1)
LIG	-4,578058	-3,548490	LIG est I (1)
LSDE	-5, 200809	-3,548490	LSDE est I (1)
LPOP	-0,188025	-3, 644963	LPOP n'est pas I (1)
LDO	-5,640936	-3,562882	LDO est I (1)

Source : Nos estimations sur EVIEWS 7

NB : I (1) = Intégré d'ordre 1.

LPIB : Le logarithme népérien du PIB réel en FCFA

LIP : Le logarithme népérien de l'investissement privé

LIG : Le logarithme népérien de l'investissement public

LSDE : Le logarithme népérien du service de la dette extérieure

LPOP : Le logarithme népérien de la population totale

LDO : Le logarithme népérien du degré d'ouverture

Les résultats des tests de racine unitaire en différence première montrent que toutes les variables sont stationnaires en différence première ($|ADF| > |$ valeur critique de Mackinnon au seuil de 5%) ; ce qui autorise en effet l'étude de la cointégration à partir de ces variables.

Ainsi, on peut procéder à la construction du modèle à correction d'erreur (MCE) encore appelé « modèles à correction d'équilibre » déduit de la relation de long terme (1) au cas où le test de cointégration serait satisfaisant.

L'estimation des MCE donne les élasticités aussi bien de court terme que de long terme des variables du modèle, permettant de juger directement du degré de liaison causale entre les variables explicatives et la variable indépendante.

2- Estimation du modèle de long terme et du modèle à correction d'erreur et résultats des tests résultats réalisés

a- Estimation du modèle à long terme

Le modèle à correction d'erreur présente une propriété remarquable qui a été démontrée par Granger en 1983. Un ensemble de variables cointégrées peut être mis sous forme d'un MCE dont toutes les variables sont non stationnaires et dont les coefficients peuvent être estimés par les méthodes de l'économétrie classique sans risque de corrélations fortuites.

Il existe dans la littérature deux types de modèle à correction d'erreur :

- MCE à la Hendry qui est une méthode à une seule étape.
- MCE à la Engle- Granger qui est une méthode en deux étapes.

Nous utiliserons le MCE à la Engle-Granger pour notre étude.

- Méthode à la Engle-Granger

Cette méthode se fait en deux étapes :

Etape 1 : On estime la relation de long terme par la méthode des Moindre Carré Ordinaire

(MCO). Ce qui permet d'avoir des élasticités de long terme du modèle et d'extraire la série des résidus qui sera utilisée dans l'étape 2.

$$LPIB = \alpha_0 + \alpha_1 LIP + \alpha_2 LIG + \alpha_3 LSDE + \alpha_4 LPOP + \alpha_5 LDO \quad (\text{équation 4})$$

Etape 2: On estime la relation du modèle dynamique (court terme) par la MCO

$$D(LPIB) = \alpha_0 + \alpha_1 D(LIP) + \alpha_2 D(LIG) + \alpha_3 D(LSDE) + \alpha_4 D(LPOP) + \alpha_5 D(LDO) + \alpha_6 \text{Résidu} \quad (-1)$$

La validité des MCE est liée au signe du coefficient d'erreur α_6 qui doit être négatif et significatif c'est-à-dire statistiquement différent de zéro. Les élasticités de court terme sont représentées par les coefficients du modèle dynamique tandis que celles de long terme sont données par le résultat de l'estimation de l'équation de long terme.

Tableau 3 : Résultats de l'estimation de la relation de long terme.

Variables	Coefficient	Probabilité
C	8,640598	0,0000
LIP	0,246601	0,0000

LIG	0,213674	0,0000
LSDE	0,032907	0,2455
LPOP	0,427876	0,0000
LDO	-0,027892	0,7956

Source : Nos estimations sur EVIEWS 7.0

$R^2=0,993098$ $R^2_{ajusté} = 0,991842$ $DW=1,215227$ $Prob (F\text{-statistic}) =0,000000$

N=36 observations

LPIB : Le logarithme népérien du PIB réel en FCFA

LIP : Le logarithme népérien de l'investissement privé

LIG : Le logarithme népérien de l'investissement public

LSDE : Le logarithme népérien du service de la dette extérieure

LDO : Le logarithme népérien du degré d'ouverture

Tests de validation du modèle de long terme

✓ **Qualité de la régression**

L'analyse du tableau 5 montre que le coefficient de détermination $R^2=0,990852$ indique que la qualité de la régression du modèle de long terme est bonne. C'est-à-dire que les variations du Produit Intérieur Brut (PIB) béninois sont expliquées à 99,08% par les variables explicatives du modèle.

✓ **Test de normalité** : Test de Jarque Bera (1984)

Le test de normalité de Jarque Bera permet de savoir si les erreurs du modèle suivent une loi normale ou non. La valeur de la probabilité ($prob=0,329729$ annexe 2) attachée à la statistique de cette étude est supérieure à 5%. Alors les erreurs du modèle suivent une loi normale.

✓ **Etude de la significativité globale du modèle**

Le modèle est globalement significatif car la probabilité de la statistique de Fischer est égale à 0,000001, inférieure à 5%.

✓ **Test d'hétéroscédasticité de White**

Le test d'hétéroscédasticité est utile dans la mesure où il permet de détecter et de corriger l'hétéroscédasticité des erreurs. Ce test permet de savoir si la variance conditionnelle du terme d'erreur est une constance ou non.

Le résultat du test montre que la probabilité de la statistique de Fischer (0,7733) est supérieure à 5%. Les erreurs sont donc homoscedastiques.

✓ **Test d'omission des variables de Ramsey**

Le test d'omission de Ramsey permet de savoir si le modèle souffre d'omission de variables importantes. Le résultat du test révèle que la probabilité de la statistique de Fischer (0,2614) est supérieure à 5%. Le modèle de long terme ne souffre donc pas d'omission de variables importantes.

✓ **Test de Stabilité des variables**

La stabilité du modèle de long terme est testée à l'aide du test de CUSUM et CUSUM carré. Ce test montre que les courbes de stabilité de CUSUM et CUSUM carré ne coupent pas le corridor. Nous pouvons conclure respectivement que le modèle est structurellement et ponctuellement stable pour ces tests.

b-Test de cointégration

Le test de cointégration est effectué à partir du résidu de l'équation (4). L'équation (4) est estimée par les MCO (voir annexe1) et sur le résidu est appliqué le test de racine unitaire. L'hypothèse de cointégration des variables est acceptée si le résidu est stationnaire.

Le tableau 4 suivant rend compte des résultats du test de racine unitaire appliqué sur le résidu.

Tableau4: Résultat du test de cointégration

Variables	Statistique ADF	Valeur Critique (5%)	Résultats
Résidu de l'équation (4)	-3,288244	-2,963972	Résidu est stationnaire

Source : Nos estimations sur EVIEWS 7

Le résidu étant stationnaire, il convient d'estimer la relation entre les variables à travers un Modèle à Correction d'Erreur (MCE) par la méthode d'Engle et Granger.

c- Estimation du modèle de court terme

Les résultats de l'estimation du Modèle à Correction d'Erreur (MCE) sont résumés dans le tableau suivant :

Tableau 5 : Résultats de l'estimation du MCE

Variables	Coefficients	Probabilités	Significativités des variables
C	0,031352	0,0021	Significatif
D(LIP)	-0,084653	0,1906	Non Significatif
D(LIG)	0,004899	0,9035	Non Significatif
D(LSDE)	0,009556	0,6459	Non Significatif
D(LPOP)	0,195555	0,5372	Non Significatif
D(LDO)	0,239373	0,0017	Significatif
Résidu (-1)	-0,544779	0,00000	Significatif

Source : Nos estimations sur EVIEWS 7

$R^2=0,569801$ $R^2_{ajusté} = 0,464653$ $DW=1,561057$ $Prob(F\text{-statistic})=0,00000936$

N=36 observations

LPIB : Le logarithme népérien du PIB réel en FCFA

LIP : Le logarithme népérien de l'investissement privé

LIG : Le logarithme népérien de l'investissement public

LSDE : Le logarithme népérien du service de la dette extérieure

LDO : Le logarithme népérien du degré d'ouverture

L'analyse de ce tableau révèle que le coefficient de la force de rappel résidu (-1) à l'équilibre est négatif (-0,852991) et significatif à 5% et est compris entre -1 et 0. Donc le modèle de court terme est validé.

✓ **Qualité de la régression**

Le coefficient de régression $R^2=0,810668$ montre que la qualité de la régression est bonne. Ce qui traduit que le PIB réel est expliqué à 81,06% par les variables explicatives du modèle. De plus, la probabilité de la statistique de Fischer est (0,000000) inférieure à 5%. Donc le modèle de court terme est globalement significatif.

Les résultats ci-dessus seront analysés à partir des élasticités de court terme et de long terme. Le tableau suivant présente ces élasticités.

Tableau 6: Elasticités des variables

Variables	Elasticités de court terme	Elasticités de long terme	Significativités de court terme	Significativités de long terme
LIP	-0,064653	0,246601	Non Significatif	Significatif
LIG	0,004899	0,213674	Non Significatif	Significatif

LSDE	0,009556	0,032907	Non Significatif	Non Significatif
LPOP	0,195555	0,427876	Non Significatif	Significatif
LDO	0,239375	-0,027892	Significatif	Non Significatif

Source : Nos estimations sur EVIEWS 7 avec

LPIB : Le logarithme népérien du PIB réel en FCFA

LIP : Le logarithme népérien de l'investissement privé

LIG : Le logarithme népérien de l'investissement public

LSDE : Le logarithme népérien du service de la dette extérieure

LDO : Le logarithme népérien du degré d'ouverture

La matrice des élasticités des différentes variables, nous permet de procéder maintenant à l'interprétation des résultats.

SECTION 2 : ANALYSE DES RESULTATS ET SUGGESTONS

PARAGRAPHE 1 : ANALYSE ET INTERPRETATION DES RESULTATS

Les résultats observés au niveau des tests de validation du modèle permettent de faire des analyses.

A court terme l'investissement n'explique pas le PIB réel au Bénin tandis qu'à long terme il est significatif. Cette relation confirme l'effet positif prédit de l'investissement sur le Produit Intérieur Brut réel. Une augmentation de 1% de l'investissement privé entraîne une diminution de 0,08% du PIB à court terme, alors qu'à long terme on observe une augmentation de 0,24% du PIB. En effet, l'investissement privé est un facteur de croissance, tant pour l'école néoclassique que pour la théorie keynésienne. De plus, il est susceptible d'engendrer, conformément aux résultats récents des modèles de croissance endogène (Guellec et Ralle, 1997), des effets d'externalités. L'investissement d'une entreprise permet à cette dernière d'accroître non seulement sa propre production, mais aussi celle des autres entreprises, du fait des externalités technologiques qu'il engendre. Des études empiriques relatives aux économies africaines (Odjo et Oshikoya, 1995 ; Ghura et Hadjimichael, 1996), ont ainsi mis en évidence l'existence d'une relation positive entre l'investissement et la croissance du Produit Intérieur Brut par tête.

A long terme, l'investissement privé et l'investissement public ont eu leur signe attendus et sont significatifs ; leurs élasticités sont respectivement (0,246 et 0,213). Ce qui veut dire qu'une augmentation de 1% de chacune des variables entraîne une augmentation de 0,246% du PIB pour l'investissement privé et 0,213% du PIB pour l'investissement public. L'élasticité de l'investissement privé étant supérieur à celle de l'investissement public montre que la contribution de l'investissement privé est plus importante que celle de l'investissement public.

Quant au service de la dette extérieure, il est non significatif à court comme à long terme. Il aurait exercé sur le PIB un impact négatif dans le court terme et un impact positif dans le long terme.

A long terme, l'effectif de la population a un impact positif et significatif sur le PIB.

Une augmentation de 1% de l'effectif de la population entraîne une augmentation de 0,42% de la richesse nationale. Cette relation positive et significative entre l'effectif de la population et le PIB s'explique selon l'économiste Kremer par le fait que la croissance démographique

mondiale est le principal facteur de la prospérité économique : selon lui s'il y a plus de personnes, il y aura plus de scientifiques, d'inventeurs et d'ingénieurs qui contribueront à l'innovation et au progrès technologiques.

A court terme le degré d'ouverture est significatif et d'élasticité (0,239%) ce qui suppose qu'une augmentation de 1% du degré d'ouverture entraîne une augmentation de 0,239% du PIB réel. Tandis qu'à long terme, le degré d'ouverture est non significatif, une augmentation de 1% du degré d'ouverture entraîne une diminution de 0,02% du PIB réel.

Nous constatons qu'à long terme, les variables telles que l'investissement privé, l'investissement public et la population totale qui sont d'ailleurs les variables clés du modèle, ont une influence très importante sur le PIB. Ceci s'explique par le fait que l'investissement privé et public sont des éléments importants dans le processus de croissance et de développement d'une nation. La significativité de la population se justifie par le fait que le Bénin dispose d'une population assez jeune capable d'apporter la valeur ajoutée à une croissance soutenue et durable.

PARAGRAPHE 2 : SYNTHÈSE DES RESULTATS ET SUGGESTIONS

1 - Synthèse des résultats

Cette étude a fait l'objet de l'analyse de l'effet de l'investissement privé sur la croissance économique au Bénin. A cet effet nous avons apprécié dans un premier temps le comportement du Produit Intérieur Brut, de l'investissement privé et de l'investissement public sur toute la période de l'étude. Nous avons ensuite estimé dans un second temps l'impact de l'investissement privé sur le PIB brut en valeur réelle à travers un modèle économétrique.

L'investissement privé a généralement cru en passant de 32,21 milliards à 99,35 milliards de FCFA sur toute la période d'étude tandis que le Produit Intérieur Brut en valeur réelle a varié entre 358,04 milliards de FCFA à 1152,68 milliards de FCFA. Ces deux grandeurs ont connu une évolution haussière et un rythme erratique à la hausse. Les valeurs du PIB réel se sont améliorées à 433,56 milliards en 1983 pour entamer une course vertigineuse et s'établir à 1152,68 milliards en 2010. Le PIB est resté au-dessus de sa valeur de base sur toute la période de l'étude. L'investissement privé après une légère baisse pour atteindre 351 milliards en 1983 (toujours supérieure à la valeur de base), puis s'apprécie à 426,6 milliards en 1986 ; date à laquelle l'investissement privé commence par évoluer en dents de scie. Cela s'explique par les fluctuations des différents agrégats macroéconomiques en particulier le PIB qui est l'indicateur de mesure de la croissance via la production.

Quant à l'effet de l'investissement privé sur le PIB réel il s'est avéré positif et significatif à long terme.

Au terme de l'analyse des résultats de nos estimations notre objectif principal se trouve être atteint. La significativité de l'investissement privé et son influence positive à long terme sur le PIB nous amène à conclure que l'investissement privé à long terme a un effet positif et significatif sur la croissance du PIB au Bénin.

2- Suggestions

L'analyse de nos résultats nous permet de conclure que l'investissement privé a un effet significatif sur la croissance économique à long terme. L'étude des variables explicatives du Produit Intérieur Brut (PIB) au Bénin nous permet de formuler les politiques qui, par leur adoption pourront renforcer la qualité de la richesse nationale.

Au nombre de ces recommandations nous pouvons citer :

- ❖ La reconstruction d'une administration moderne et efficace au service de l'intérêt général et du développement du secteur privé.
- ❖ Développer les infrastructures de qualité nécessaire à l'accroissement de l'investissement privé.
- ❖ Promouvoir l'investissement surtout l'investissement privé en instaurant un climat attractif aux investisseurs nationaux qu'internationaux.
- ❖ Promouvoir la transparence et l'efficacité de l'administration fiscale et principalement améliorer leur taux d'imposition.
- ❖ Assainir le cadre macroéconomique.
- ❖ Reformuler le système financier pour un meilleur financement de l'investissement privé.
- ❖ Respecter les principes de bonne gouvernance et dialogue réel entre l'Etat et les acteurs privés.
- ❖ Planifier les besoins en matière de l'investissement et identifier les projets rentables auxquels le secteur privé pourrait être associé.
- ❖ Expérimenter davantage les Partenariats Publics Privés (PPP). En effet, un recours aux capitaux privés réduit le besoin d'endettement public.
- ❖ Trouver un cadre ou un environnement juridique, ce qui permettra aux investisseurs d'investir dans le pays.
- ❖ Revoir les avantages fiscaux pour les investisseurs
- ❖ Donner plus de considérations aux investisseurs nationaux et locaux

- ❖ Créer un environnement accompagné d'une certaine transparence dans le cadre diplomatique externe

CONCLUSION

La présente étude s'est intéressée à l'analyse de l'effet de l'investissement privé sur la croissance économique au Bénin. Elle s'est essentiellement appliquée à vérifier si l'investissement privé peut être considéré comme source de croissance du Produit Intérieur Brut en valeur réelle. Pour y parvenir, nous avons procédé à l'estimation économétrique d'un modèle économétrique dont le modèle de base qui a retenu notre attention est celui de COBB DOUGLASS dont la spécification a été de linéariser le modèle en considérant l'Investissement Privé (IP), l'investissement public (IG), le Service de la Dette Extérieure (SDE), la population totale (POP) et le Degré d'Ouverture (DO) comme les variables explicatives et le PIB réel comme la production en utilisant les séries temporelles entre 1980 et 2015.

En premier lieu, nous avons procédé au test de diagnostic. L'ordre des variables a d'abord été déterminé, à l'aide des tests de Dickey-Fuller Augmenté(ADF) ; les résultats de ce test ont montré que toutes les variables sont stationnaires en différence première. Aussi est-il effectué l'étude de la présence de cointégration avec le test de stationnarité des résidus qui a permis d'écrire un modèle de long terme et un modèle de court terme.

Nous avons procédé en deuxième lieu au test de validation du modèle. Il s'agit des tests de significativité globale de Fischer, de la qualité de la régression, de Ramsey, d'hétéroscedasticité de White, de CUSUM et de CUSUM carré et de normalité de JarqueBera

Les résultats de ces tests ont montré que le modèle est globalement significatif, la qualité de la régression est relativement bonne, que le modèle ne souffre d'omission de variables importantes, que les erreurs sont homoscedastiques, que le modèle témoigne d'une stabilité et que les erreurs suivent une loi normale. Il ressort de notre estimation que trois (03) variables sont significatives dans le modèle de long terme à savoir l'investissement privé, l'investissement public, la population totale et une seule le degré d'ouverture dans le modèle de court terme.

Au regard de ces résultats, les autorités politiques de notre pays se doivent d'appliquer des politiques plus efficaces afin de mettre l'accent sur les investissements notamment l'investissement privé qui contribue largement à augmenter la richesse nationale, de façon à garantir un espace économique meilleur.

Nous n'avons pas la prétention d'avoir tout dit mais nous pensons que ce travail contribuera d'une manière ou d'une autre au développement du secteur privé au Bénin.

Toutefois ce travail peut susciter d'autres recherches complémentaires qui pourraient sans doute aborder les aspects que nous n'avons pas pu expliquer.

BIBLIOGRAPHIE

- AWEKPON H. et MAMADOU A. N. (2012) « Analyse des déterminants de l'investissement pour une croissance durable dans l'UEMOA : Cas du Bénin » mémoire de licence FASEGUAC page 72.
- BANQUE MONDIALE (2005) BENIN, « Une évaluation des climats des investissements »
- BERNIER B. et SIMON Y. (1998) « Initiation à la macroéconomie. » 7^{iem} édition, Dunod, Paris.
- DOUCOURE B. F. (2007) Méthodes économétriques + programmes : Cours- application Corrigés-logiciel Eviews, Stata et SPSS; Université de Cocody
- EDJO A. et ALONMADON P. (2012) « Impact de l'Aide Publique au Développement sur la croissance économique au Bénin » mémoire de licence FASEG-UAC, page 53
- KASSE M. (2010), Economie du développement, Référence africaine. Théories économiques et sous-développement. Tome 1. Dakar- Sénégal
- LECAILLON J. et LAFAY J. (1994) Analyse macroéconomique, édition CUJAS, page 203
- Lexique d'économie (2008), 10^e édition DALLOZ
- LOUPEDA A. G. S. (2009), Investissement privé et croissance économique au Bénin, mémoire de DEA, UAC.
- LUCAS R. (1988) « On the mechanisms of Economics Growth » Journal of Monetary Economies, Vol 22, n°1 pp 3 - 42.
- PERROUX F. (19^{iem}e siècle) L'économie du XX^{ème} siècle pp558-559 PUF
- ROMER P. M. (1986), "Increasing Return and long-term Growth" Journal of Political Economy, Vol 94, n°5
- SACHS et WARNER (1996), "Sources of show growth in African economies, Journal of economies perspectives"
- SAMAKE (2008) « L'impact des investissements public et privé sur la croissance au Bénin »
- SMITH A (1776), Recherche sur la nature et les causes des richesses des nations.
- SOKOME J. et SOKPON A. J (2009) « Contribution de l'investissement privé à la croissance économique au Bénin » mémoire de maîtrise FASEG-UAC page 113.
- TENOU K. (1999) « Les déterminants de la croissance à long terme dans les pays de l'UEMOA », Notes d'Information et Statistiques, Etudes et Recherches n°493, BCEAO
- TOKANNOU H. M. et ZOSSOU F. M. F. (2010) « impact de l'investissement privé sur la croissance économique au Bénin » mémoire de maîtrise FASEG-UAC page 71. VILLIEU P. (2000) Macroéconomie « L'investissement »

ANNEXE 1 : Les données de l'étude

Années	PIB	IP	IG	SDE	Pop	DO
1980	358 040 000 000	32210000000	142000000000	20184000	3709188	0,621
1981	382 690 000 000	35550000000	156200000000	22609000	3832714	0,623
1982	421 440 000 000	39710000000	175300000000	25066000	3965424	0,650
1983	433 560 000 000	35100000000	156400000000	32955000	4105162	0,629
1984	416 370 000 000	37850000000	170100000000	47332000	4248835	0,612
1985	454 230 000 000	41190000000	181800000000	49058000	4394398	0,610
1986	491 660 000 000	42660000000	182800000000	61808000	4540417	0,623
1987	502 330 000 000	42190000000	181600000000	40708000	4687997	0,639
1988	493 800 000 000	43180000000	195700000000	28212000	4840647	0,644
1989	513 270 000 000	41980000000	198100000000	25907000	5003324	0,645
1990	498 960 000 000	40160000000	190200000000	38121000	5179268	0,512
1991	517 580 000 000	46610000000	184000000000	30199000	5370437	0,600
1992	539 450 000 000	50980000000	182700000000	28047000	5574905	0,700
1993	555 400 000 000	52070000000	229300000000	32057000	5787358	0,731
1994	587 820 000 000	45730000000	277500000000	41134000	6000294	0,677
1995	599 700 000 000	53560000000	312600000000	49764000	6208576	0,651
1996	635 950 000 000	53970000000	321600000000	45680000	6409936	0,581
1997	663 450 000 000	65530000000	277800000000	55111000	6606706	0,607
1998	701 500 000 000	70690000000	265900000000	60940000	6803940	0,645
1999	729 280 000 000	74070000000	304800000000	70080000	7009023	0,706
2000	768 240 000 000	72590000000	403300000000	75446000	7227219	0,715
2001	805 580 000 000	76360000000	450200000000	49662000	7460067	0,698
2002	855 920 000 000	79730000000	507600000000	58463000	7705654	0,692
2003	893 760 000 000	87370000000	548600000000	60046000	7961594	0,707
2004	928 460 000 000	84170000000	603400000000	63519000	8224097	0,659
2005	957 430 000 000	88130000000	621700000000	69035000	8490301	0,689
2006	984 860 000 000	93140000000	646700000000	82763000	8759655	0,654
2007	1 021 820 000 000	99350000000	679200000000	82763000	8759655	0,691
2008	1 069 100 000 000	1,076E+11	735600000000	82763000	8759655	0,716
2009	1 122 470 000 000	96480000000	894700000000	79331000	8692316,5	0,670

L'ANALYSE DE L'EFFET DE L'INVESTISSEMENT PRIVE SUR LA CROISSANCE ECONOMIQUE AU BENIN

2010	1152680000000	990300000000	759570000000	81905000	8742820,4	0,680
2011	1169234000000	1004610000000	801230000000	81924000	8865342 ,1	0,676
2012	1180720000000	1322040000000	801770000000	82121000	8999543	0,682
2013	1200344000000	1513560000000	802000000000	82540000	8999976,5	0,701
2014	1226098000000	1704000000000	802490000000	82733000	9035621	0,765
2015	1282653000000	1924170000000	803010000000	82854000	9145234	0,777

Source : DGAE, INSAE et BCEAO

ANNEXE 2 : Résultats d'estimation

Test de stationnarité à niveau

LPIB

Null Hypothesis: LPIB has a unit root
 Exogenous: Constant, Linear Trend
 Lag Length: 7 (Automatic - based on SIC, maxlag=9)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-4.017662	0.0198
Test critical values: 1% level	-4.323979	
5% level	-3.580623	
10% level	-3.225334	

*Mackinnon (1996) one-sided p-values.

LIP

Null Hypothesis: LIP has a unit root
 Exogenous: Constant, Linear Trend
 Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=9)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-2.016186	0.5725
Test critical values: 1% level	-4.243644	
5% level	-3.544284	
10% level	-3.204699	

*Mackinnon (1996) one-sided p-values.

LIG

Null Hypothesis: LIG has a unit root
 Exogenous: Constant, Linear Trend
 Lag Length: 1 (Automatic - based on SIC, maxlag=9)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-2.524433	0.3152
Test critical values: 1% level	-4.252879	
5% level	-3.548490	
10% level	-3.207094	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

LSDE

Null Hypothesis: LSDE has a unit root
 Exogenous: Constant, Linear Trend
 Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=9)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-2.732414	0.2306
Test critical values: 1% level	-4.243644	
5% level	-3.544284	
10% level	-3.204699	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

LPOP

Null Hypothesis: LPOP has a unit root
 Exogenous: Constant, Linear Trend
 Lag Length: 6 (Automatic - based on SIC, maxlag=8)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	2.739029	1.0000
Test critical values: 1% level	-4.394309	
5% level	-3.612199	
10% level	-3.243079	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

LDO

Null Hypothesis: LDO has a unit root
 Exogenous: Constant, Linear Trend
 Lag Length: 2 (Automatic - based on SIC, maxlag=8)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-4.881568	0.0026
Test critical values: 1% level	-4.309824	
5% level	-3.574244	
10% level	-3.221728	

*Mackinnon (1996) one-sided p-values.

TEST DE STATIONNARITE EN DIFFERENCE PREMIERE

LPIB

Null Hypothesis: D(LPIB) has a unit root
 Exogenous: Constant, Linear Trend
 Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=9)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-5.319852	0.0007
Test critical values: 1% level	-4.252879	
5% level	-3.548490	
10% level	-3.207094	

*Mackinnon (1996) one-sided p-values.

LIP

Null Hypothesis: D(LIP) has a unit root
 Exogenous: Constant, Linear Trend
 Lag Length: 2 (Automatic - based on SIC, maxlag=9)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-4.581512	0.0047
Test critical values: 1% level	-4.273277	
5% level	-3.557759	
10% level	-3.212361	

*Mackinnon (1996) one-sided p-values.

LIG

Null Hypothesis: D(LIG) has a unit root
 Exogenous: Constant, Linear Trend
 Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=9)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-4.578058	0.0045
Test critical values: 1% level	-4.252879	
5% level	-3.548490	
10% level	-3.207094	

*Mackinnon (1996) one-sided p-values.

LSDE

Null Hypothesis: D(LSDE) has a unit root
 Exogenous: Constant, Linear Trend
 Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=9)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-5.200809	0.0009
Test critical values: 1% level	-4.252879	
5% level	-3.548490	
10% level	-3.207094	

*Mackinnon (1996) one-sided p-values.

LPOP

Null Hypothesis: D(LPOP) has a unit root
 Exogenous: Constant, Linear Trend
 Lag Length: 8 (Automatic - based on SIC, maxlag=8)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	0.188025	0.9960
Test critical values: 1% level	-4.467895	
5% level	-3.644963	
10% level	-3.261452	

*Mackinnon (1996) one-sided p-values.

LDO

Null Hypothesis: D(LDO) has a unit root
 Exogenous: Constant, Linear Trend
 Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=8)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-5.640936	0.0003
Test critical values:		
1% level	-4.284580	
5% level	-3.562882	
10% level	-3.215267	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Estimation du modèle à long terme

Dependent Variable: LPIB
 Method: Least Squares
 Date: 10/29/16 Time: 15:06
 Sample: 1980 2015
 Included observations: 34

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
C	8.640598	0.571138	15.12874	0.0000
LIP	0.246601	0.045081	5.470193	0.0000
LIG	0.213674	0.037562	5.688631	0.0000
LDO	-0.027892	0.106638	-0.261559	0.7956
LPOP	0.427876	0.075431	5.672379	0.0000
LSDE	0.032907	0.027743	1.186121	0.2455
R-squared	0.993078	Mean dependent var		27.24402
Adjusted R-squared	0.991842	S.D. dependent var		0.379950
S.E. of regression	0.034317	Akaike info criterion		-3.747555
Sum squared resid	0.032975	Schwarz criterion		-3.478197
Log likelihood	69.70843	Hannan-Quinn criter.		-3.655696
F-statistic	803.4468	Durbin-Watson stat		1.215227
Prob(F-statistic)	0.000000			

Test de stationnarité du résidu

Null Hypothesis: RESID01 has a unit root
 Exogenous: Constant
 Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=7)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-3.288244	0.0245
Test critical values:		
1% level	-3.670170	
5% level	-2.963972	
10% level	-2.621007	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Estimation du modèle de court terme

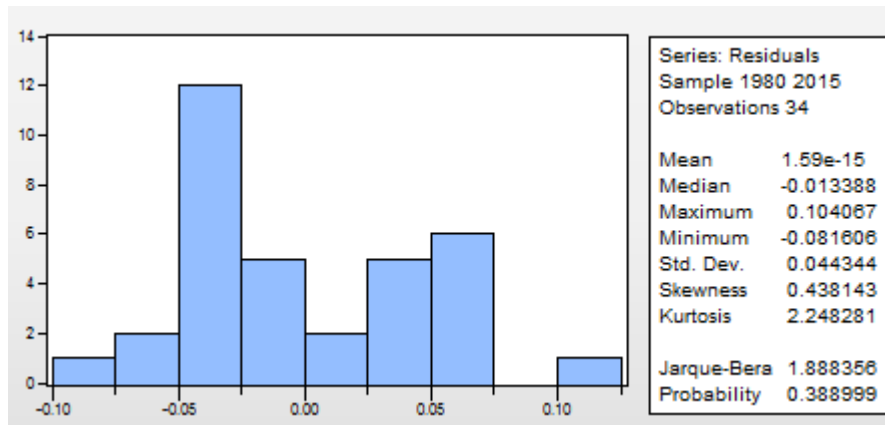
Dependent Variable: DLPIB
Method: Least Squares
Date: 10/29/16 Time: 15:54
Sample (adjusted): 1981 2015
Included observations: 32 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
C	0.031352	0.009144	3.428800	0.0021
DLIP	-0.084653	0.062925	-1.345298	0.1906
DLIG	0.004899	0.039982	0.122535	0.9035
DLDO	0.239375	0.068322	3.503618	0.0017
DLPOP	0.195555	0.312574	0.625628	0.5372
DLSDE	0.009556	0.020608	0.463702	0.6469
RESID01(-1)	-0.547984	0.105557	-5.191353	0.0000

R-squared	0.569801	Mean dependent var	0.038610
Adjusted R-squared	0.466553	S.D. dependent var	0.028630
S.E. of regression	0.020910	Akaike info criterion	-4.706491
Sum squared resid	0.010931	Schwarz criterion	-4.385861
Log likelihood	82.30386	Hannan-Quinn criter.	-4.600211
F-statistic	5.518765	Durbin-Watson stat	1.561057
Prob(F-statistic)	0.000936		

Tests de validation du modèle

Test de normalité des erreurs



Test d'hétéroscédasticité

Heteroskedasticity Test: White

F-statistic	2.333335	Prob. F(16,17)	0.0463
Obs*R-squared	23.36197	Prob. Chi-Square(16)	0.1044
Scaled explained SS	9.888950	Prob. Chi-Square(16)	0.8724

Test de corrélation des séries

Breusch-Godfrey Serial Correlation LM Test:

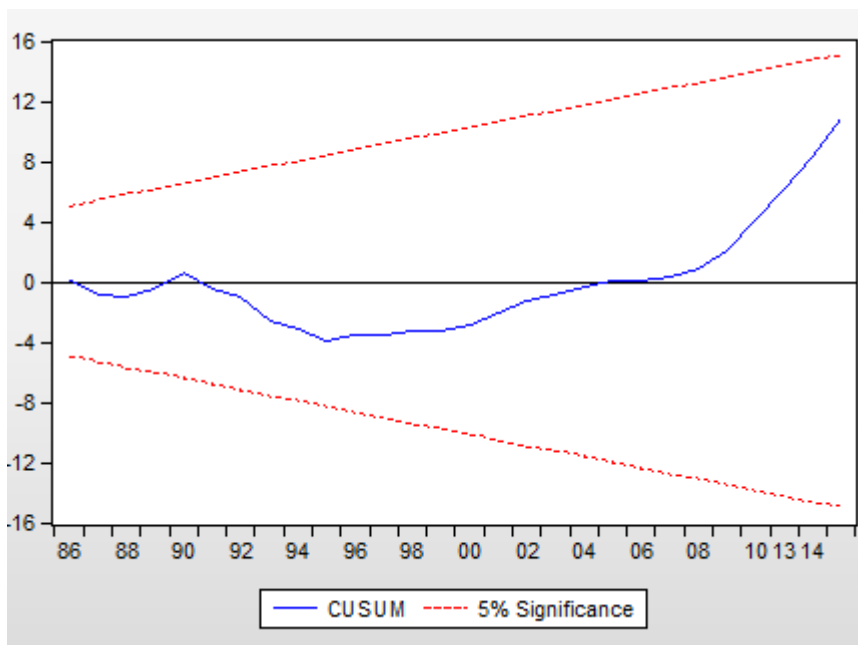
F-statistic	9.649859	Prob. F(2,26)	0.0007
Obs*R-squared	14.48553	Prob. Chi-Square(2)	0.0007

Test de ramsey

Ramsey RESET Test
Equation: UNTITLED
Specification: LPIB C LIP LIG LDO LPOP LSDE
Omitted Variables: Squares of fitted values

	Value	df	Probability
t-statistic	3.356455	27	0.0024
F-statistic	11.26579	(1, 27)	0.0024
Likelihood ratio	11.85646	1	0.0006

Test de stabilité cusum



Test de cusum carré

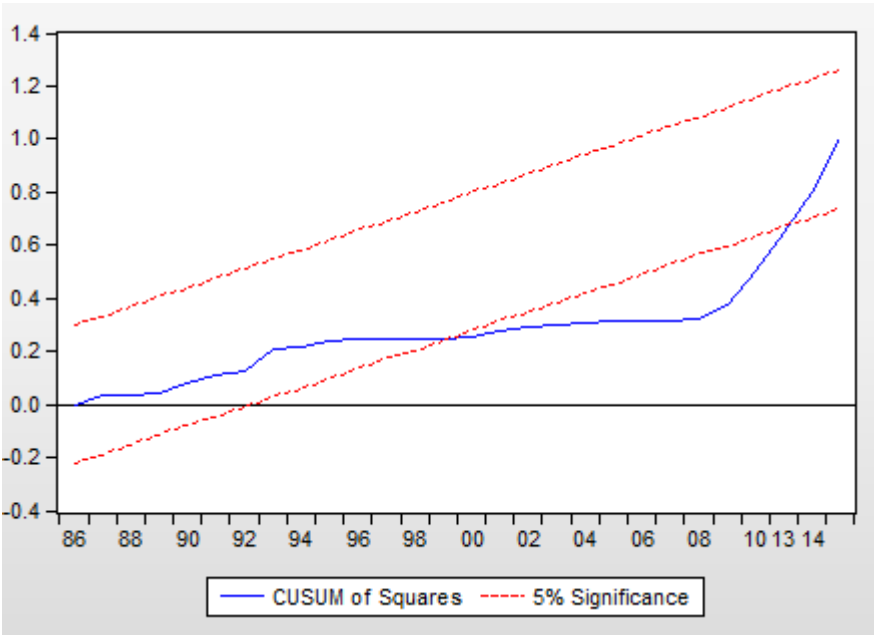


TABLE DES MATIERES

AVERTISSEMENT.....	I
DEDICACE1.....	II
DEDICACE2.....	III
REMERCIEMENTS.....	IV
SOMMAIRE.....	V
SIGLES ET DEFINITIONS.....	VI
LISTE DES GRAPHIQUES ET TABLEAUX.....	VII
RESUME.....	VII
ABSTRACT.....	IX
INTRODUCTION.....	1
CHAPITRE1:CADRE INSTITUTIONNEL.....	4
CHAPITRE 2 : CADRE THEORIQUE ET METHODOLOGIQUE DE L'ETUDE	8
SECTION1:CADRE THEORIQUE DE L'ETUDE.....	8
PARAGRAPH1:PROBLEMATIQUE, OBJECTIFS ET HYPOTHESES DE RECHERCHE.....	8
1-Problématique de l'étude.....	8
2- Objectifs et hypothèses de recherches.....	10
a-Objectif général.....	10
b-Objectifs spécifiques.....	10
c-Hypothèses de recherche.....	11
PARAGRAPH2:CADRE THEORIQUE ET EMPIRIQUE.....	11
1- Clarification et évolution de la notion de l'investissement privé	11
a-Notion de l'investissement privé.....	11
b-Potentialités de l'investissement privé.....	14
c-Contraintes au développement du secteur privé.....	16
2- Approche théorique et les faits empiriques de l'investissement privé et son impact sur la croissance économique.....	18
SECTION2:CADRE METHODOLOGIQUE DE L'ETUDE.....	22
PARAGRAPH1:METHODE D'ANALYSE.....	22
1-Modèle conceptuel.....	22
a- Spécification du modèle.....	22

b- Définition des variables.....	23
2-Sources des données.....	24
PARAGRAPHE2:METHODE D'ESTIMATION.....	24
1- Tests de diagnostic.....	24
CHAPITRE 3 : ANALYSE EMPIRIQUE DE L'EFFET DE L'INVESTISSEMENT PRIVE SUR LA CROISSANCE ECONOMIQUE AU BENIN.....	27
SECTION1 : ANALYSE DE L'EVOLUTION DE L'INVESTISSEMENT PRIVE ET PRESENTATION DES RESULTATS D'ESTIMATION.....	27
PARAGRAPHE 1 : ANALYSE DE L'EVOLUTION DE L'INVESTISSEMENT PRIVE AU BENIN.....	27
1- Analyse de l'évolution du PIB réel de1980 à 2015	27
Graphique 1	27
2- Evolution de l'investissement privé de 1980 à 2015	28
Graphique 2	28
PARAGRAPHE 2 : PRESENTATION DES RESULTATS D'ESTIMATION.....	29
1 – Détermination de l'ordre d'intégration des variables.....	29
a- Test de stationnarité.....	29
2- Estimation du modèle de long terme et du modèle à correction d'erreur et résultats des tests réalisés.....	32
a- Estimation du modèle à long terme.....	32
b- Test de cointégration	34
c- Estimation du modèle de court terme.....	35
SECTION 2 : ANALYSE DES RESULTATS ET SUGGESTIONS.....	37
PARAGRAPHE 1 : ANALYSE ET INTERPRETATION DES RESULTATS.....	37
PARAGRAPHE 2 : SYNTHESE DES RESULTATS ET SUGGESTIONS.....	38
1- Synthèse des résultats.....	38
2-Suggestions.....	39
CONCLUSION.....	41
BIBLIOGRAPHIE.....	43
ANNEXE 1 :.....	44
ANNEXE 2 :.....	45